

# FECONDITE, NUPTIALITE, DIVORCE ET REMARIAGE : NIVEAUX ET TENDANCES

Par Abdellatif Lfarakh

Après environ cinquante ans de déclin continu, la fécondité marocaine vient de frôler le seuil de remplacement des générations. En 1962, l'indice synthétique de fécondité (ISF) à l'échelle nationale était de plus de 7 enfants par femme. En 2009-2010, il tend à atteindre le seuil de renouvellement des générations, avec 2,19 enfants par femme, permettant au Maroc de rattraper ainsi des pays comme la France et la Tunisie. En milieu urbain, avec un niveau de 1,84 enfant par femme, l'ISF affiche un tournant sans précédent en se maintenant au dessous du seuil de remplacement des générations... En revanche, la fécondité rurale (2,70 enfants par femme) est encore au dessus de ce seuil mais avec un rythme de baisse qui laisse entrevoir une tendance vers un comportement procréateur similaire à celui des citadins.

Si la fécondité est par excellence la variable qui compte le plus dans le processus de transition démographique, son niveau est largement déterminé par celui de la nuptialité. L'évolution de cette dernière, permet aussi d'apprécier les changements sociétaux que traversent le pays et qui agissent, entre autres, sur la stabilité de l'institution familiale.

Plus précisément, la nuptialité permet de donner des éléments de réponse à quatre questions principales :

1. La précocité et l'universalité du mariage caractérisent-elles toujours l'entrée en premier mariage au Maroc ?
2. L'endogamie et plus spécifiquement le mariage des cousins parallèles constitue-t-elle encore une particularité de ce système matrimonial ?
3. Quelle est l'intensité de rupture de la primonuptialité par divorce et comment varie-t-elle selon le milieu de résidence et la durée de mariage ?
4. Dans quelle mesure l'état de divorce est-il définitif ? Est-il toujours plus difficile pour les femmes que pour les hommes ?

S'agissant de la première question, les résultats du 1er passage de l'Enquête nationale démographique à passages répétés de 2009-10 montrent que la majorité des Marocains se marient de plus en plus tardivement, les hommes plus que les femmes. Tout d'abord, parmi les femmes de 15 à 19 ans, 90,7% sont célibataires et seules 9,3% sont mariées. La proportion de célibataires est importante même parmi celles âgées de 30 à 34 ans, près de trois sur dix (28,9%) sont encore célibataires à leur 35ème anniversaire. Ces proportions, plus élevées parmi les hommes, s'inscrivent dans la tendance au recul du mariage aux jeunes âges observée depuis 1971.

Non seulement la précocité du mariage n'est plus de mise, mais la prolongation du célibat s'annonce, comme le montrent les proportions de célibat à 50 ans dites «taux de célibat définitif». Ainsi, en 2010, le célibat à 50 ans atteint 5,8% parmi les hommes et 6,4% parmi les femmes, soit par rapport à 1994 une multiplication par 2 pour les hommes et par 8 pour les femmes. Autrement dit, pour les femmes aussi bien que pour les hommes le mariage devient tardif et de moins en moins universel.

L'âge moyen au premier mariage, qui résume le calendrier de la nuptialité, affiche une tendance vers la hausse plus rapide parmi les femmes que parmi les hommes. En effet, en 2010, les femmes se sont mariées en moyenne à 26,6 ans et les hommes à 31,4 ans,

soit par rapport à 1960, respectivement 9,3 ans et 7,5 ans plus tard. Aussi, l'écart d'âge au mariage entre les deux sexes s'est-il rétréci en passant de 6,6 ans à 4,8 ans entre ces deux dates.

La différence en matière d'accès à la scolarisation et, plus généralement, de statut de la femme, entre les deux milieux de résidence explique l'entrée plus tardive au mariage en milieu urbain qu'en milieu rural : pour les hommes, à 32,5 ans dans l'urbain contre 30,0 ans dans le rural et pour les femmes à 27,4 ans contre 25,6 ans.

Si l'âge au mariage recule, il y a lieu de s'interroger sur qui se marie-t-on ? Une façon d'y répondre et d'examiner le lien de sang avec le 1er conjoint qui permet de mesurer l'importance de l'endogamie. Celle-ci peut prendre différentes formes (un mariage avec le cousin germain ou un mariage avec un cousin éloigné), mais enregistrait des niveaux moins élevés que dans d'autres pays arabes. A titre d'exemple, elle est estimée à 40% en Algérie en 1986, à 49% en Tunisie en 1989, à 41% en Egypte en 1989 et à 36% au Yémen en 1991/92<sup>1</sup>. alors qu'elle se situait à 33% au Maroc vers la même époque (en 1987, selon des estimations émanant de l'Enquête Nationale sur la population et la santé (ENPS)<sup>2</sup>. Les résultats de l'ENDPR de 2009-10 indiquent que la tendance des femmes à se marier avec une personne apparentée est en légère baisse : environ le cinquième des non célibataires se sont mariés pour la 1<sup>ère</sup> fois avec une personne apparentée (20,6% des femmes et 22,0% des hommes). Ces proportions sont plus élevées en milieu rural qu'en milieu urbain : respectivement 26,6% et 19,0% pour les femmes.

Le mariage endogame se fait de préférence avec le cousin germain quel que soit le milieu et le sexe. En effet, parmi les 1ers mariages consanguins des femmes, 75% sont faits avec un cousin germain et 25% avec d'autres parents, proportions assez proches de celles du sexe masculin (respectivement de 76% et 24%).

Quel est le sort du 1er mariage ?

Les résultats l'ENDPR montrent que la proportion des femmes dont le 1er mariage a été rompu par un divorce s'élève à 10,5% contre 15,2% en 1995 selon l'enquête nationale sur la famille (ENF). Elle est quasiment identique en milieu rural (10,6%) et en milieu urbain (10,4%) et sensiblement de même ordre de grandeur pour les deux sexes.

Le divorce est plus fréquent pendant la période critique des cinq premières années de la vie conjugale (supérieure à 30%), puis baisse en fonction de la durée pour devenir faible après 20 ans de mariage (inférieure à 3%), probablement en raison de l'arrivée des enfants qui rend le divorce plus difficile, émotionnellement et financièrement.

La dissolution du 1er mariage n'implique pas un statut de divorce définitif. En effet, 14,5% des hommes et 8,5% des femmes se sont remariés suite à la rupture de leur 1er mariage par divorce ou veuvage. Ces proportions sont plus élevées en milieu rural (17,0% pour le sexe masculin et 9,9% pour le sexe féminin) qu'en milieu urbain (12,4% et 7,4%). Par rapport à 1995 (ENF), la proportion de remariage des femmes est en baisse puisqu'elle était de 14,6% au niveau national, 15,5% dans le rural et 14,6% dans l'urbain. Et comme on peut s'y attendre, le remariage augmente avec l'âge.

1 Alan H.Bittles (1991). Consanguinity : A major variable in studies on North African reproductive behavior, morbidity and mortality ? in IRD/Macro International, Inc. 1991. Proceedings of the Demographic and Health Surveys World Conference, Washington, D.C. 3 VOLS. Columbia, Maryland.

2 Alan H.Bittles (1991). Op.Cit

Dépôt légal 96/159 - ISSN : 1113-738X

Direction de la Statistique



Rue Mohamed Belhassan El Ouazzani - Haut Agdal - Rabat

Tél. : 06 65 51 50 00 - Fax : 05 37 77 32 17 - E-mail : statguichet@statistic.gov.ma

www.hcp.ma

Ce bulletin est réalisé avec la collaboration de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur

BMCE BANK



البنك المغربي للتجارة الخارجية

## Sommaire

- Prix..... 1
- Indicateurs économiques et financiers..... 2
- Les comptes nationaux trimestriels..... 3
- Fécondité, nuptialité, divorce et remariage : niveaux et tendances..... 4



HAUT - COMMISSARIAT AU PLAN

# Repères statistiques

Octobre 2011 N° 172

## BULLETIN MENSUEL

### PRIX

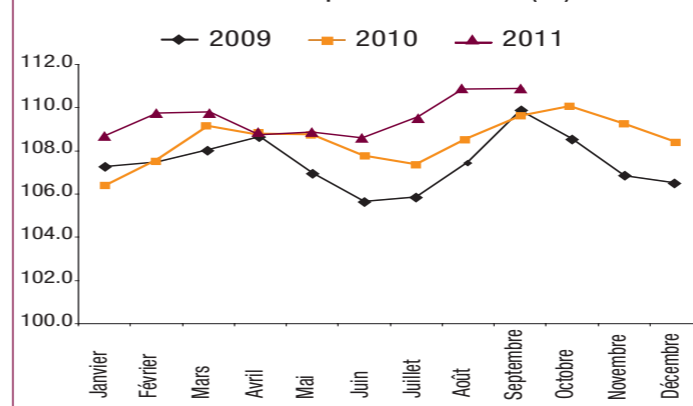
Indice des Prix à la Consommation (Base 100 : 2006)

Evolution par division de produits

L'indice des prix à la consommation a connu, au cours du mois de septembre 2011, une stabilité par rapport au mois précédent. Cette variation est le résultat de la hausse de 0,1% de l'indice des produits alimentaires et de la baisse de 0,2% de celui des produits non alimentaires.

Comparé au même mois de l'année précédente, l'indice des prix à la consommation a connu une hausse de 0,8% au cours du mois de septembre 2011. Le taux d'accroissement de l'indice moyen des neuf premiers mois de 2011, par rapport à celui de la même période de 2010, s'établit à +1,0%.

Evolution mensuelle de l'indice des prix à la consommation (IPC)



DIVISION DE PRODUITS	INDICES MENSUELS			INDICES DES NEUF PREMIERS MOIS		
	AOÛT 2011	SEPT. 2011	VAR. %	2010	2011	VAR. %
<b>Produits alimentaires</b>	<b>118,2</b>	<b>118,3</b>	<b>0,1</b>	<b>113,6</b>	<b>115,6</b>	<b>1,8</b>
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	118,7	118,9	0,2	113,9	116,0	1,8
Boissons alcoolisées et tabac	108,3	108,3	0,0	108,3	108,3	0,0
<b>Produits non alimentaires</b>	<b>104,9</b>	<b>104,7</b>	<b>-0,2</b>	<b>104,1</b>	<b>104,8</b>	<b>0,7</b>
Articles d'habillement et chaussures	106,2	106,6	0,4	104,1	105,6	1,4
Logement, eau, électricité et autres combustibles	104,8	104,8	0,0	104,3	104,7	0,4
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	107,3	107,4	0,1	106,1	107,0	0,8
Santé	103,0	103,0	0,0	102,8	103,0	0,2
Transport	103,1	103,2	0,1	103,3	103,0	-0,3
Communication	89,2	78,1	-12,4	90,6	88,0	-2,9
Loisirs et culture	96,2	96,2	0,0	97,2	96,4	-0,8
Enseignement	118,5	121,7	2,7	113,8	118,9	4,5
Restaurants et hôtels	111,5	111,8	0,3	109,0	110,8	1,7
Biens et services divers	109,0	110,1	1,0	106,7	108,9	2,1
<b>Ensemble</b>	<b>110,4</b>	<b>110,4</b>	<b>0,0</b>	<b>108,1</b>	<b>109,2</b>	<b>1,0</b>

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Evolution de l'IPC par ville

VILLE	INDICES MENSUELS			INDICES DES NEUF PREMIERS MOIS		
	AOÛT 2011	SEPT. 2011	VAR. %	2010	2011	VAR. %
Agadir	109,8	109,4	-0,4	107,5	108,6	1,0
Casablanca	111,7	111,9	0,2	108,8	110,5	1,6
Fès	109,7	109,0	-0,6	108,0	108,9	0,8
Kénitra	109,8	110,3	0,5	106,8	108,8	1,9
Marrakech	109,8	109,8	0,0	107,4	108,7	1,2
Oujda	111,0	110,6	-0,4	109,2	109,5	0,3
Rabat	108,2	108,2	0,0	107,0	107,8	0,7
Tétouan	112,2	112,4	0,2	107,3	110,1	2,6
Meknès	112,0	113,1	1,0	109,0	111,0	1,8
Tanger	111,5	111,0	-0,4	109,5	110,2	0,6
Laâyoune	111,0	109,7	-1,2	108,4	108,9	0,5
Dakhla	108,8	108,7	-0,1	106,2	107,9	1,6
Guelmim	110,0	109,9	-0,1	109,0	109,2	0,2
Settat	109,8	110,6	0,7	108,6	109,5	0,8
Safi	108,4	106,6	-1,7	104,5	105,0	0,5
Beni-Mellal	110,4	110,3	-0,1	107,8	108,7	0,8
Al-Hoceima	112,5	111,8	-0,6	108,8	110,7	1,7
<b>Ensemble</b>	<b>110,4</b>	<b>110,4</b>	<b>0,0</b>	<b>108,1</b>	<b>109,2</b>	<b>1,0</b>

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Par ville, des baisses de l'IPC ont été enregistrées à Safi avec 1,7%, à Laâyoune avec 1,2% et à Al-hoceima et Fès avec 0,6%. En revanche, des hausses ont été enregistrées à Meknès avec 1,0%, à Settat avec 0,7% et à Kénitra avec 0,5%.

Pour l'évolution interannuelle, l'IPC a enregistré au cours des neuf premiers

mois de 2011 par rapport à la même période de 2010 les hausses les plus élevées à Tétouan avec 2,6%, à Kénitra avec 1,9%, à Meknès avec 1,8%, à Al-Hoceima avec 1,7%, à Casablanca et Dakhla avec 1,6%, et à Marrakech avec 1,2%; et les moins élevées à Guelmim avec 0,2% et à Oujda avec 0,3%.

Evolution des variations interannuelles de 2009 à 2011

ANNEE	VARIATION EN %	
	LES 9 PREMIERS MOIS (1)	SEPT./SEPT.(2)
2009	1,4	1,9
2010	0,7	-0,3
2011	1,0	0,8

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

(1) Variation de l'indice moyen des neuf premiers mois par rapport à celui de la même période de l'année précédente.

(2) Variation de l'indice du mois courant par rapport au même mois de l'année précédente.

# INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

## Secteurs productifs

	CAMPAGNE AGRICOLE		
	2008-2009	2009-2010*	VAR.%
<b>AGRICULTURE</b>			
<b>Cultures maraîchères: primeurs</b>			
Production (en tonnes)	1 749 155	1 711 451	-2,2
Tomates	837 980	872 032	4,1
Tomates sous-serre	779 075	744 179	-4,5
Tomates plein champ	58 905	127 853	117,0
Pomme de terre	159 450	162 952	2,2
Légumes et fruits divers	751 725	656 543	-12,7

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime.

	SITUATION DE JANVIER A AOÛT		
	2010	2011*	VAR.%
<b>Energie</b>			
Production nette d'électricité (millions de KWh)	15 175	15 789	4,0
Pétrole mis en œuvre (milliers de T)	4 093	4 533	10,8
<b>Mines</b>			
Production des phosphates (milliers de T)	...	...	...
<b>Bâtiment</b>			
Consommation de ciment (milliers de T)	10 061	10 664	6,0

Sources : OCP, ONE, SAMIR, Association Professionnelle des Cimentiers.

## Echanges extérieurs

	SITUATION DE JANVIER A AOÛT		
	2010*	2011*	VAR.%
<b>Commerce Extérieur (FOB/FOB)</b>			
<b>Exportations</b> (en millions de dirhams)	<b>164 538</b>	<b>187 654</b>	<b>14,0</b>
<b>Biens</b>	<b>94 959</b>	<b>113 092</b>	<b>19,1</b>
dont : Vêtements confectionnés	12 111	13 068	7,9
<b>Services</b>	<b>69 579</b>	<b>74 562</b>	<b>7,2</b>
dont : Voyages	37 772	40 233	6,5
<b>Importations</b> (en millions de dirhams)	<b>220 448</b>	<b>259 302</b>	<b>17,6</b>
<b>Biens</b>	<b>180 040</b>	<b>217 922</b>	<b>21,0</b>
dont : produits énergétiques	42 970	60 248	40,2
<b>Solde commercial</b>	<b>-55 910</b>	<b>-71 648</b>	
<b>Taux de couverture en %</b>	<b>74,6</b>	<b>72,4</b>	
<b>Recettes M.R.E.</b> (en millions de dirhams)	<b>36 019</b>	<b>38 841</b>	<b>7,8</b>

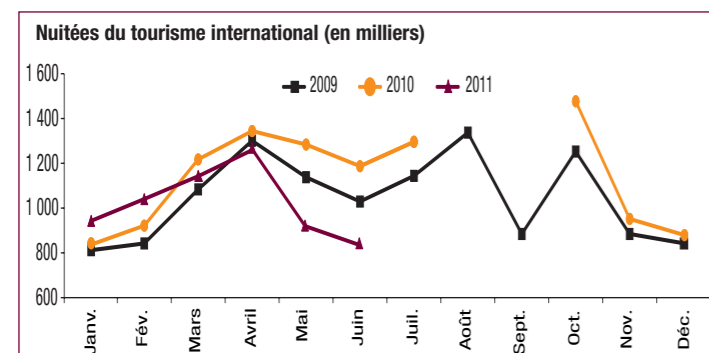
MRE : Marocains Résidant à l'Étranger

Source : Office des Changes.

## Tourisme

	SITUATION DE JANVIER A JUIN		
	2010	2011*	VAR.%
<b>Nuitées globales dans les établissements classés</b> (en milliers)	<b>8 362</b>	<b>8 198</b>	<b>-2,0</b>
dont : Nuitées du tourisme international (en milliers)	6 578	6 180	-6,1

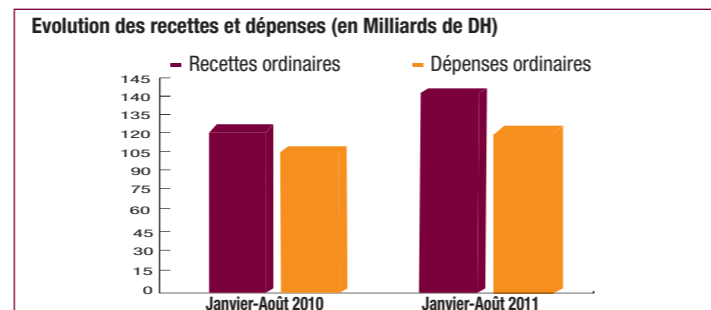
Source : Ministère du Tourisme et de l'Artisanat.



## Finances publiques

	SITUATION DE JANVIER A AOÛT		
	2010 <sup>R</sup>	2011*	VAR.%
<b>Recettes ordinaires</b> (en millions de DH)	<b>128 707</b>	<b>142 810</b>	<b>11,0</b>
<b>Dépenses ordinaires</b> (en millions de DH)	<b>107 959</b>	<b>123 844</b>	<b>14,7</b>
Dette publique	11 920	12 533	5,1
<b>Investissement</b> (en millions de DH)	<b>29 780</b>	<b>26 990</b>	<b>-9,4</b>
<b>Solde des comptes spéciaux du Trésor</b> (en millions de DH)	<b>-10 381</b>	<b>-9 382</b>	
<b>Déficit / Excédent global</b> (en millions de DH)	<b>-19 413</b>	<b>-17 406</b>	

Source : Ministère de l'Economie et des Finances.

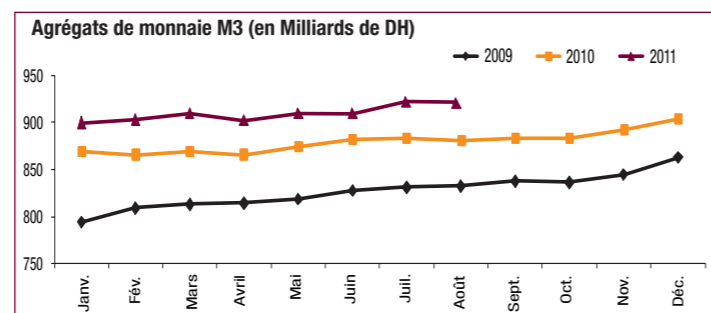


## Monnaie

	SITUATION DE JANVIER A AOÛT		
	2010 <sup>R</sup>	2011*	VAR.%
<b>Agrégats de monnaie M3</b> (en millions de DH)	<b>881 181</b>	<b>927 517</b>	<b>5,3</b>
<b>Agrégats de placements liquides</b> (en millions de DH)	<b>313 899</b>	<b>340 654</b>	<b>8,5</b>
<b>Contreparties de la monnaie</b> (en millions de DH) (1)	<b>810 843</b>	<b>858 825</b>	<b>5,9</b>
Avoirs extérieurs nets	178 876	176 999	-1,0
Créances nettes sur l'administration centrale	85 669	95 829	11,9
Créances sur l'économie	691 277	739 615	7,0
Ressources à caractère non monétaire	124 174	143 602	15,6
Autres postes nets	20 804	10 016	-51,9

(1) Total des contreparties = Avoirs extérieurs nets + Créances nettes sur l'Administration Centrale + Créances sur l'économie - Ressources à caractère non monétaire - Autres postes nets

Source : Bank Al-Maghrib.



## Marché de capitaux

	SITUATION AU MOIS D'AOÛT		
	2010 <sup>R</sup>	2011*	VAR.%
<b>Bourse</b>			
Volume des transactions (en millions de DH)	13 628	8 019	-41,2
Capitalisation boursière (en millions de DH)	529 272	528 359	-0,2
Indice MASI	11 736,15	11 517,14	-1,9
Indice MADEX	9 570,92	9 423,46	-1,5
<b>O.P.C.V.M.</b>	<b>19 Août 2011</b>	<b>16 Sept. 2011</b>	<b>VAR.%</b>
Nombre	327	330	0,9
Actifs nets (en millions de DH)	217 750	217 584	-0,1

OPCVM : Organisme de placement collectif en valeurs mobilières

Sources : Bourse de Casablanca et Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières.

\* : Données Provisoires

R : Données Rectifiées

# LES COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS

## Deuxième trimestre 2011

Le PIB en volume du 2<sup>ème</sup> trimestre 2011, corrigé des variations saisonnières, a enregistré un taux de croissance de 4,2% au lieu de 3,6% le même trimestre de l'année précédente. Ceci résulte de l'amélioration de la valeur ajoutée du secteur agricole de 4,6% au lieu d'une baisse de 3,4% et du PIB non agricole de 4,1 contre 4,7%.

Toutes les composantes du secteur non agricole, à l'exception de l'activité de la rubrique «Hôtels et restauration» qui a baissé de 3,7% et celle de «la pêche» de 1,9%, ont enregistré des progressions plus ou moins importantes. En effet, les activités minières ont enregistré une hausse de 2,3% au lieu de 51,3%, les industries de transformation de 2,3% au lieu de 1,7%, l'électricité et eau de 6,2% au lieu de 8,7% et le bâtiment et travaux publics de 3% au lieu de 3,7%. Quant aux services, on observe une augmentation générale, en particulier des postes et télécommunications de 10,5% au lieu de 2,6% et des services rendus par les administrations publiques et la sécurité sociale de 7,4% contre 3,2%.

Cette croissance économique a surtout bénéficié de l'impulsion de la demande intérieure. En effet, évaluée en volume, la dépense de consommation finale des ménages s'est accrue de 5,4% au lieu d'une baisse de 0,2% et la formation brute de capital a augmenté de 4,2% au lieu de 4,1%. Par contre, les échanges extérieurs de biens et services ont contribué négativement à cause de la hausse des importations de biens et services de 14,9% contre une diminution de 2% et de l'augmentation des exportations de 10,2% au lieu 15,1%.

S'agissant du revenu national brut disponible, celui-ci a progressé de 4,8% contre 3,8%. Cette évolution est due à l'augmentation du PIB aux prix courants de 3,3% au lieu de 4,4% et de l'amélioration des revenus nets reçus du reste du monde. Compte tenu de la hausse de 5,4% de la dépense de consommation finale, l'épargne nationale brute a atteint 28,1% du revenu national brut disponible au lieu de 28,5% une année auparavant.

## Emplois du PIB en volume (aux prix de l'année précédente chaînés base 1998)

	(en millions de dhs)		
	2 <sup>ème</sup> Trim. 2010	2 <sup>ème</sup> Trim. 2011	Glissement Annuel en %
Dépenses de consommation finale des ménages	90 459	95 380	5,4
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	24 994	26 091	4,4
Formation brute de capital fixe	49 793	51 899	4,2
Exportations de biens et services	47 933	52 816	10,2
Importations de biens et services	-56 430	-64 854	14,9

## Revenu national brut disponible et épargne nationale brute (aux prix courants)

	(en millions de dhs)		
	2 <sup>ème</sup> Trim. 2010	2 <sup>ème</sup> Trim. 2011	Glissement Annuel en %
Revenu national brut disponible	200 114	209 798	4,8
Épargne nationale brute	57 037	59 031	3,5

## Valeurs ajoutées (CVS) par branche d'activités aux prix de l'année précédente chaînés, base 1998

Secteur/Branche	(en millions de dhs)		
	2 <sup>ème</sup> Trimestre 2010	2 <sup>ème</sup> Trimestre 2011	Glissement Annuel en %
<b>Secteur agricole</b>	<b>25 243</b>	<b>26 413</b>	<b>4,6</b>
<b>Secteur non agricole</b>	<b>113 525</b>	<b>118 240</b>	<b>4,2</b>
Pêche	848	832	-1,9
Industrie d'extraction	3 244	3 320	2,3
Industrie de transformation	20 761	21 243	2,3
Electricité et eau	5 067	5 383	6,2
Bâtiment et travaux publics	7 714	7 949	3,0
Commerce	16 852	17 551	4,1
Hôtels et restaurants	2 985	2 873	-3,7
Transports	7 937	8 282	4,3
Postes et télécommunications	9 590	10 597	10,5
Activités financières et assurances	8 102	8 466	4,5
Services rendus aux entreprises et services personnels	16 956	17 744	4,6
Administration publique générale et sécurité sociale	12 188	13 090	7,4
Education, santé et action sociale	12 271	12 867	4,9
Branche fictive	-6 901	-7 192	4,2
Impôts sur les produits nets des subventions	20 064	20 795	3,6
<b>Produit intérieur brut en volume</b>	<b>159 159</b>	<b>165 785</b>	<b>4,2</b>
<b>PIB hors agriculture en volume</b>	<b>133 317</b>	<b>138 775</b>	<b>4,1</b>
<b>Produit intérieur brut en valeur</b>	<b>190 115</b>	<b>196 431</b>	<b>3,3</b>

CVS : corrigées des variations saisonnières

Source : Haut - Commissariat au Plan (Direction de la Comptabilité Nationale).

## Evolution du PIB (%)

